cun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 30 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Léon BÉRARD.

Le ministre de la guerre,
Jean FABRY.

*Le ministre des colonies,
ministre de la marine par intérim,*
Louis ROLLIN.

Le ministre de l'air,
G^l. DENAIN.

Le ministre de l'intérieur,
Joseph PAGANON.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Protection de l'enfance

ARRETE N° 12 promulguant au Togo le décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection de l'enfance.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection de l'enfance;

Vu la circulaire ministérielle n° 20 c. a. du 4 décembre 1935;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection de l'enfance.

Porto-Novô, le 10 janvier 1936.

DESANTI.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 30 octobre 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En vertu de la loi du 24 mars 1921, qui règle actuellement la situation des mineurs en état de vagabondage, ces mineurs sont considérés comme des délinquants et déferés aux juridictions répressives.

Il nous a paru nécessaire, en vue d'assurer de façon plus humaine et à la fois plus efficace, la protection et le relèvement des mineurs abandonnés, de substituer aux dispositions de la loi de 1921 un régime nouveau comportant un ensemble de mesures d'assistance et d'éducation.

Tel est l'objet du décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'assurance de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Léon BÉRARD.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

*Le ministre de la santé publique
et de l'éducation physique,*
Ernest LAFONT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 24 mars 1921;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décret toutes mesures ayant force de loi pour défendre le franc;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des articles 270, alinéa 2, et 271, alinéa 2, 3 et 4, du code pénal, relatives au vagabondage des mineurs de dix-huit ans, sont abrogées.

ART. 2. — Les mineurs de dix-huit ans, qu'ils aient quitté leurs parents, qu'ils aient été abandonnés par eux ou qu'ils soient orphelins, n'ayant, d'autre part, ni travail, ni domicile, ou tirant leurs ressources de la débauche ou des métiers prohibés, seront, soit sur leur demande, soit d'office, confiés préventivement à un établissement spécialement habilité à cet effet ou à l'assistance publique. Le placement pourra être fait, soit par le préfet du département et à Paris par le préfet de police, soit par le procureur de la République, soit par le président du tribunal pour enfants.

ART. 3. — Après une enquête sur l'enfant, la famille, le milieu et après un examen médical du mineur, le président du tribunal pour enfants prendra en chambre du conseil, le ministère public, le mineur et son défenseur entendus, toutes les mesures appropriées pour la protection du mineur. Suivant les circonstances, il pourra le remettre, soit à ses parents, soit à un particulier, soit à une institution charitable, ou le confier à l'assistance publique; il pourra encore décider de son envoi dans tel ou tel établissement susceptible de lui donner les soins réclamés par son état. Il pourra décider que l'enfant sera placé sous le régime de la liberté surveillée. La décision ne sera pas inscrite au casier judiciaire du mineur, elle sera susceptible d'appel devant la chambre du conseil de la cour d'appel. Elle pourra être rapportée chaque fois que l'intérêt de l'enfant le réclamera.

ART. 4. — Si le mineur enfreint la décision prise à son égard, il pourra être placé préventivement dans un dépôt spécial et sera renvoyé devant le président du tribunal pour enfants qui prendra telles mesures qui lui paraîtront les plus conformes à l'intérêt du mineur dans les termes de l'article précédent ou transmettra le dossier au procureur de la République pour que l'enfant soit déferé au tribunal pour enfants et soit jugé conformément aux dispositions de la loi du 22 juillet 1912 et en application des articles 66 et 69 du code pénal.

ART. 5. — Le parquet et l'inspection des enfants assistés devront être immédiatement informés du placement provisoire des mineurs et toutes les enquêtes devront lui être communiquées à toutes fins utiles.

ART. 6. — Un règlement d'administration publique, pris sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de la santé publique, dé-

terminera les conditions d'application du présent décret et fixera notamment la rémunération du travail imposé aux mineurs.

ART. 7. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux colonies.

ART. 8. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions du deuxième paragraphe de l'article unique de la loi du 8 juin 1935.

ART. 9. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères; le garde des sceaux, ministre de la justice; le ministre des finances, le ministre des colonies et le ministre de la santé publique et de l'éducation physique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 30 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Léon BÉRARD.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

*Le ministre de la santé publique
et de l'éducation physique,*
Ernest LAFONT.

**Solde et accessoires de solde personnel
colonial (indemnité de résidence dans Paris)**

ARRETE N° 28 promulguant au territoire du Togo placé sous mandat de la France le décret du 30 mars 1935 modifiant le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial (indemnité de résidence dans Paris).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 octobre 1934 promulgué au Territoire par arrêté du 10 novembre 1934;

Vu le décret du 30 mars 1935 modifiant le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial (indemnité de résidence dans Paris);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous mandat de la France, le décret du 30 mars 1935, modifiant le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial (indemnité de résidence dans Paris).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 20 janvier 1936.

DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 5 août 1910 organisant le personnel des travaux publics des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 21 novembre 1912 organisant le personnel des secrétariats généraux des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des services civils de l'Indochine et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 11 août 1921 organisant le personnel de l'agriculture dans les colonies autres que l'Indochine;

Vu le décret du 13 juillet 1923 organisant le personnel des eaux et forêts dans les colonies autres que l'Indochine;

Vu le décret du 22 août 1928 organisant la magistrature coloniale;

Vu le décret du 9 mai 1929 organisant le cadre des ingénieurs météorologistes coloniaux;

Vu le décret du 21 février 1924 organisant les services vétérinaires dans les colonies autres que l'Indochine;

Vu le décret du 11 avril 1934 relatif au régime des indemnités du personnel colonial;

Vu le décret du 26 juin 1934 relatif à l'attribution de l'indemnité de résidence dans Paris;

Vu le décret du 11 octobre 1934 fixant les conditions d'attribution des accessoires de solde du personnel colonial;

Vu le décret du 20 janvier 1935 relatif aux règles de cumul en matière d'indemnités;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 91 du décret du 2 mars 1910 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 91. — Les fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, appelés à servir temporairement à Paris dans les conditions fixées par les textes organiques de leurs corps ou par l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913, soit par décision du ministre, soit par arrêtés des chefs de colonie, à l'administration centrale des colonies, dans les services annexes ou dans les agences des colonies, peuvent bénéficier, sous réserve des dispositions suivantes, d'une indemnité dite « de résidence dans Paris ».

Cette indemnité, destinée à les dédommager des frais particuliers qui leur incombent en raison du caractère temporaire de leur séjour à Paris, est allouée aux fonctionnaires, employés et agents visés ci-dessus, à compter du jour où ils prennent leur service.

L'indemnité de résidence dans Paris ne peut se cumuler avec l'indemnité journalière de séjour prévue par l'article 13 du décret du 3 juillet 1897, ni avec une rétribution supplémentaire de quelque nature que ce soit au titre de l'emploi occupé.

L'indemnité de résidence dans Paris, qui fait l'objet du présent décret, ne peut, en aucun cas, être perçue pendant plus de trois années.

L'indemnité de résidence dans Paris est déterminée d'après l'assimilation hiérarchique des fonctionnaires et le tableau de classement annexé au règlement sur les déplacements du personnel.

Le taux de l'indemnité de résidence dans Paris est fixé ainsi qu'il suit :